



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement d'Occitanie**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux dispositions applicables
en cas de période de sécheresse, actualisant les prescriptions techniques
que doit respecter la société FIBRE EXCELLENCE pour l'exploitation de son usine
située sur la commune de SAINT-GAUDENS (31800)**

N°136

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V et les articles L. 211-3 et R. 211-66 relatifs aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié, relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu l'instruction ministérielle du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

Vu l'arrêté cadre inter-préfectoral du 26 juin 2023 portant sur la délimitation des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau sur l'axe Garonne ;

Vu l'autorisation environnementale, accordée à la société PYRENECELL, par arrêté préfectoral du 20 janvier 1997 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 portant autorisation de changement d'exploitant délivrée à la société TEMBEC SAINT-GAUDENS et à la constitution de garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009 modifié et complété, actualisant les prescriptions techniques applicables à la société TEMBEC SAINT-GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2021 actualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS pour l'exploitation de son usine située sur la commune de SAINT-GAUDENS relatives aux dispositions applicables en cas de période de sécheresse ;

Vu la lettre de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, en date du 4 mai 2011, informant du changement de dénomination sociale de la société TEMBEC SAINT-GAUDENS, désormais dénommée FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, ci-après désignée l'exploitant ;

Vu le plan de réduction des prélèvements en eau en cas de sécheresse, transmis par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, du 22 mai 2020 et son étude technico-économique ;

Vu l'avis des services de la police de l'eau de la Haute-Garonne du 2 octobre 2020 ;

Vu la lettre de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS du 6 novembre 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 novembre 2020 ;

Vu la lettre de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS du 23 décembre 2022 transmettant le bilan de l'épisode de sécheresse ayant eu lieu, en 2022, dans le département de la Haute-Garonne ;

Vu la lettre de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS du 19 décembre 2023 transmettant le bilan de l'épisode de sécheresse ayant eu lieu, en 2023, dans le département de la Haute-Garonne ;

Vu le courriel de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS du 11 juillet 2024 précisant les modalités de mesures spécifiques ICPE proposées à la suite des bilans des épisodes de sécheresse de 2022 et 2023 ;

Vu le rapport et les propositions du 14 août 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant qu'à la suite des retours d'expérience de l'épisode de sécheresse de 2022 et de 2023, établis par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2021 susvisé ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever, pour les besoins de son fonctionnement, dans une ressource en eau qui, dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant que les prélèvements d'eau de l'établissement FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS sont situés dans la zone d'alerte désignée « La Garonne et sa nappe d'accompagnement entre les stations de VALENTINE et PORTET-SUR-GARONNE » dans l'arrêté cadre inter-préfectoral portant sur la délimitation des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau sur l'axe Garonne ;

Considérant qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent être prises ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, par courriel du 23 août 2024, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, par courriel du 13 septembre 2024, dans laquelle elle n'a pas fait part d'observations ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1er : Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société FIBRE EXCELLENCE ST-GAUDENS sur la commune de SAINT-GAUDENS sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 modifié et complété susvisé.

Art. 2 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompagnement, eau souterraine)	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m³) et mensuel en étiage (juillet, août, septembre)	Débit de prélèvement maximal horaire (m³/h)				
				Niveau de gestion sécheresse				
				Normal	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
cours d'eau	La Garonne du confluent de la Neste au confluent du Salat	FRFR251	Prélèvement annuel : 21 000 000 m³ Prélèvement mensuel : 1 860 000 m³	3000 m³/h	2310 m³/h	2310 m³/h	2250 m³/h	2100 m³/h

Art. 3 : Les installations sont exploitées selon les dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau, ci-dessous, lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont atteints en application de l'arrêté cadre sécheresse départemental dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse (alerte renforcée et crise), sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site [VIGIEAU](https://vigieau.gouv.fr/) <https://vigieau.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau non spécifiques ICPE	Mesures spécifiques ICPE (process...)
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation ; affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point 	<ul style="list-style-type: none"> Réglage au minimum de la lubrification des transporteurs de rondins et limitation des consommations d'eau au minimum ;

	<ul style="list-style-type: none"> d'utilisation d'eau ; limitations volontaires des usages de l'eau ; arrêt de l'alimentation du poste de lavage des voitures. 	<ul style="list-style-type: none"> vérification renforcée de l'absence de débordement d'eau de la citerne.
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none"> Arrosage des pelouses et espaces verts interdit de 8 h à 20 h ; opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique et arrêt de l'alimentation du poste de lavage des voitures ; alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits excepté en circuit fermé ; test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit ; une surveillance accrue des rejets des stations d'épuration doit être réalisée ; mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements journaliers. 	<ul style="list-style-type: none"> Idem que pour niveau de vigilance.
<u>Alerte renforcée</u>	<ul style="list-style-type: none"> Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit. 	<ul style="list-style-type: none"> Actions définies pour le niveau de vigilance ; modification de la séquence de lavage des filtres à sables pour en espacer la fréquence suivant une périodicité adaptée ; parc à bois : passage en eau à 45 °C en substitution de l'eau brute froide ; vérification de l'absence de by-pass de l'échangeur 444 à l'épuration écrue.
<u>Crise</u>		<ul style="list-style-type: none"> Actions définies pour le niveau d'alerte renforcée ; arrêt du nettoyage des fosses de rétention et des parquets des différents ateliers ; arrêt du nettoyage de la plateforme « Suez » et du nettoyage des engins de manutention de la plateforme « Suez » ; arrêt d'un concentrateur de la chaîne d'évaporation ;

		<ul style="list-style-type: none"> • envoi des buées vers la pré-évaporation et utilisation de la tour aéroréfrigérante associée, afin d'éviter la consommation de l'eau sur le condenseur de l'évaporation ; • STEP : arrêt d'une centrifugeuse en s'assurant que les vannes de dilution entrées sont fermées ; • arrêt de l'appoint d'eau sur les gardes hydrauliques du pick-up et les caisses céramiques du presse pâte ; • bridage de l'eau d'appoint sur les tours de refroidissement des fours à soufre de l'atelier des produits chimiques ; • arrêt d'un concentrateur pour pouvoir réduire l'alimentation en eau du condenseur de l'évaporation ; • si impossibilité de réduire le débit pompé en dessous du seuil de crise, ralentissement de la cadence de production de l'ensemble de l'usine à 9 tr/min, représentant soit : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 760 t/j en production de feuillus ou ➤ 600 t/j en production de résineux • arrêt de la chaîne n°12 de production de bioxyde de chlore si le débit pompé après mise en place de toutes les actions précédentes est supérieur à 2 100 m³/h.
--	--	--

Art. 4 : À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été atteint sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents,
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées et à la police de l'eau un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Art. 5 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 6 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent

arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 7 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 8 : Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de SAINT-GAUDENS et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de SAINT-GAUDENS pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 9 : L'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2021, actualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société FIBRE EXCELLENCE pour l'exploitation de son usine située sur la commune de SAINT-GAUDENS relatif aux dispositions applicables en cas de période de sécheresse, est abrogé.

Art. 10 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le maire de SAINT-GAUDENS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS.

Fait à Toulouse, le

1 OCT. 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB